

KAPITEL 3 - *Abänderung des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste*

Art. 6 - Artikel 128 des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste, abgeändert durch das Gesetz vom 19. Juli 2018, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Absatz 2 werden die Wörter "des Personals" durch die Wörter "des Ressourcenmanagements und der Information" ersetzt.

2. In § 2 Absatz 1 werden die Wörter "30. Juni 2018" durch die Wörter "30. Juni 2019" ersetzt.

KAPITEL 4 - *Abänderung des Programmgesetzes vom 27. Dezember 2004*

Art. 7 - Artikel 485 des Programmgesetzes vom 27. Dezember 2004, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juli 2006 und das Gesetz vom 8. Juni 2008, wird aufgehoben.

KAPITEL 5 - *Abänderungen des Gesetzes vom 6. Dezember 2005 über die Verteilung eines Teils der föderalen Einnahmen in Sachen Verkehrssicherheit*

Art. 8 - In Artikel 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 6. Dezember 2005 über die Verteilung eines Teils der föderalen Einnahmen in Sachen Verkehrssicherheit, ersetzt durch das Programmgesetz vom 25. Dezember 2016, wird Nr. 3 wie folgt ersetzt:

"3. Ein Betrag von 13.000.000 EUR wird der integrierten Polizei zur Finanzierung von Projekten und Strukturausgaben in Sachen Investition, Betrieb und Personal zuerkannt, die die Feststellung von Verkehrsverstößen ermöglichen, die Behandlung oder die Einnahme von Geldbußen betreffen oder den Erwerb von standardisiertem Material durch gemeinsame Ankäufe sowie durch Ankäufe zugunsten der föderalen Polizei oder von Polizeizonen unterstützen, wobei die betreffenden Polizeizonen zum Eigentümer des auf diese Weise erworbenen Materials werden. Die diesbezüglichen Akten werden von der föderalen Polizei und dem Ständigen Ausschuss für die lokale Polizei, erwähnt in Artikel *Squinquies* des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, vorbereitet und umgesetzt. Für Akten mit gerichtlicher Tragweite wird im Voraus die Stellungnahme des Kollegiums der Generalprokuratoren eingeholt. Dieser Betrag wird sowohl als Mittelbindung als auch als Feststellung in Abschnitt 17 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans eingetragen."

Art. 9 - Artikel 6 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Programmgesetz vom 25. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 Nr. 1 wird die Zahl "2007" jeweils durch die Zahl "2010" ersetzt.

2. Absatz 4 wird wie folgt ersetzt:

"Die aus dieser Verteilung hervorgehenden Beträge werden im vierten Haushaltsjahr, das auf das Jahr der Zahlung des ersten Teilbetrags folgt, sowohl als Mittelbindung als auch als Feststellung in Abschnitt 17 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans eingetragen."

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, dass es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 28. April 2019

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Sicherheit und des Innern

P. DE CREM

Die Ministerin des Haushalts

S. WILMES

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/33041]

14 AOUT 2021. — Arrêté royal portant diverses mesures relatives aux formations continues et permanentes du personnel opérationnel des zones de secours et de la protection civile

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté prévoit des dispositions relatives à la Sécurité civile.

Les mesures existantes et celles à venir prises pour limiter la propagation du COVID-19 dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire du Royaume et à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services.

En raison des mesures susmentionnées, un grand nombre de formations continues qui avaient été programmées en 2020 pour le personnel opérationnel professionnel et volontaire des zones de secours et de la Protection civile ne peuvent être organisées. Même si les formations théoriques ont été organisées autant que possible sous

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/33041]

14 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit houdende diverse maatregelen betreffende de voortgezette en permanente opleidingen van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en de civiele bescherming

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit waarvan ik de eer heb het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, voorziet in een aantal bepalingen inzake Civiele Veiligheid.

De genomen en toekomstige maatregelen die genomen worden om de verspreiding van de COVID-19 onder de bevolking te beperken, zijn van die aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Koninkrijk vertragen en het goed functioneren van de verschillende overheidsdiensten beïnvloeden, en zelfs bepaalde diensten lamleggen.

Door de bovenvermelde maatregelen zijn een groot aantal voortgezette opleidingen die gepland waren voor het operationeel vrijwillig en beroepspersoneel van de hulpverleningszones en de civiele bescherming in 2020 niet kunnen doorgaan. Ondanks het feit dat theoretische opleidingen zo veel als mogelijk digitaal georganiseerd werden en

forme numérique et que des formations pratiques ont pu avoir lieu en groupes plus restreints en respectant les mesures de précaution nécessaires, il a été inévitable d'annuler toute une série de formations continues qui avaient été prévues. En effet les pompiers et les membres de la Protection civile ont avant tout dû rester disponibles pour exercer leur fonction, ce qui les a souvent empêchés de participer à des formations. Par conséquent, bon nombre de ces membres du personnel n'ont pu totaliser le minimum d'heures obligatoires. Or d'après les dispositions des statuts administratif et pécuniaire, cette situation est susceptible d'entraîner un licenciement, une évaluation négative et un report de la promotion barémique.

En raison des mesures susmentionnées, un grand nombre de formations permanentes qui avaient été programmées en 2020 pour le personnel opérationnel professionnel et volontaire des zones de secours et de la Protection civile ne peuvent pas non plus être organisées. Les interventions constituent toujours la priorité des services de secours. Pour pouvoir mener ces dernières à bien, de nombreuses séances d'exercices ont dû être annulées. Par conséquent, bon nombre de ces membres du personnel n'ont pas pu totaliser le minimum d'heures obligatoires. Or d'après les dispositions du statut administratif, cette situation est susceptible d'entraîner une évaluation négative.

En raison des mesures susmentionnées, les épreuves nécessaires à la prolongation de la durée de validité des certificats de plongeur (tous les cinq ans) et de porteur de tenue anti-gaz (tous les trois ans) ainsi que les exercices et les formations préparatoires ont également été annulés ou reportés. Si le certificat n'est pas prolongé dans le délai imparti, la formation (à raison de 70 heures pour les plongeurs et 30 heures pour les porteurs de tenue anti-gaz) doit à nouveau être suivie dans sa totalité afin de pouvoir exercer cette spécialité. En outre, le bon fonctionnement du service est compromis dès lors que le nombre de plongeurs et de porteurs de tenue anti-gaz opérationnels est réduit, à défaut de certificat valable.

Par conséquent, à titre exceptionnel et exclusivement en raison des mesures visant à lutter contre la pandémie de coronavirus COVID-19, il est proposé de considérer l'année 2020 comme une année blanche pour les formations continues et permanentes. Ne pas avoir suivi le nombre minimal d'heures de formation continue et permanente prévu ne peut dès lors entraîner de sanctions. Tous les membres du personnel seront considérés comme étant en règle par rapport à ce minimum d'heures de formation permanente et continue.

Dans le statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours et de la Protection civile, le nombre obligatoire d'heures de formation continue et permanente sera réduit pour 2020 et les évaluations devront donc tenir compte de cette diminution du nombre d'heures.

Par exemple, un pompier qui a travaillé durant toute l'année 2020 devra suivre 96 heures de formation continue sur cinq ans au lieu de 120 heures et il ne devra pas suivre de formation permanente.

Par exemple, un pompier entré en service le 1^{er} juillet 2020 devra prêter 108 heures sur cinq ans puisqu'il a travaillé pendant seulement six mois en 2020 (soit une réduction de 6/12 de 24 heures) et il ne devra pas suivre de formation permanente.

Par exemple, un sapeur de la protection civile qui a travaillé pendant toute l'année 2020 ne devra pas suivre de formation continue en remplacement des 24 heures prévues annuellement. Il ne devra pas non plus suivre de formation permanente en 2020.

Les membres du personnel des zones de secours qui ont tout de même suivi des formations continues en 2020 peuvent demander que ces heures soient comptabilisées dans le total d'heures à suivre sur cinq ans.

Les membres du personnel de la Protection civile qui ont tout de même suivi des formations continues peuvent demander que les heures au-dessus des 24 heures soient reportées à l'année suivante. Par exemple, un membre du personnel qui a suivi une formation continue de 40 heures en 2020 peut reporter 16 heures en 2021. Le cas échéant, il doit encore suivre au minimum 8 heures de formation continue en 2021 mais il ne pourra en aucun cas reporter les heures en 2022.

Pour les deux catégories de personnel, les formations permanentes suivies ne peuvent pas être reportées à l'année suivante.

Le statut pécuniaire du personnel opérationnel professionnel des zones de secours et de la Protection civile prévoit que pour l'année 2020, 24 heures de formation continue sont considérées comme prestées. Il s'agit d'une fiction.

Par exemple, un pompier ou un sapeur qui a travaillé durant toute l'année 2020 devra suivre 96 heures de formation continue sur cinq ans au lieu de 120 heures.

Par exemple, un sergent qui a travaillé durant toute l'année 2020 devra suivre 72 heures de formation continue sur quatre ans au lieu de 96 heures.

praktijkopleidingen in kleinere groepen met de nodige voorzorgsmaatregelen doorgingen, kon niet verhinderd worden dat een heel aantal geplande voortgezette opleidingen geannuleerd werden. De brandweerlieden en de leden van de civiele bescherming moesten uiteraard in de eerste plaats beschikbaar blijven voor het uitvoeren van hun job, waardoor vaak ook niet kon worden deelgenomen aan opleidingen. Daardoor kunnen vele van deze personeelsleden niet het verplichte minimum aantal uren behalen, hetgeen volgens de bepalingen van het administratief statuut, kan leiden tot ontslag, een negatieve evaluatie en een uitstel van de bevordering in weddeschaal.

Door de bovenvermelde maatregelen zijn tevens een groot aantal permanente opleidingen die gepland waren voor het operationeel vrijwillig en beroepspersoneel van de hulpverleningszones en de civiele bescherming in 2020 niet kunnen doorgaan. De focus van de hulpdiensten is steeds gericht op de interventies. Om deze niet in het gedrang te laten komen werden vele bijeenkomsten voor oefeningen geannuleerd. Daardoor kunnen vele van deze personeelsleden niet het verplichte minimum aantal uren behalen, hetgeen volgens de bepalingen van het administratief statuut, kan leiden tot een negatieve evaluatie.

Door de bovenvermelde maatregelen werden ook de testen die nodig zijn voor de verlengingen van de geldigheidsduur van de getuigschriften van duikers (vijfjaarlijks) en gaspakdragers (driejaarlijks), evenals de oefeningen en voorbereidende opleidingen geannuleerd of uitgesteld. Bij een niet tijdige verlenging van het getuigschrift, zou de hele opleiding (70u voor duiker en 30u voor gaspakdrager) opnieuw moeten worden gevolgd om terug deze specialisatie te kunnen uitoefenen. Bovendien komt de operationaliteit van de dienst in het gedrang wanneer het aantal operationele duikers en gaspakdragers verminderd wordt omwille van het niet meer beschikken over een geldig getuigschrift.

Daarom wordt voorgesteld om, uitzonderlijk en volledig te wijten aan de maatregelen die noodzakelijk waren en zijn om de COVID-19 pandemie te bestrijden, het jaar 2020 als een "nuljaar" te beschouwen voor het vlak van voortgezette en permanente opleidingen. Dat houdt in dat er geen sancties kunnen voortvloeien uit het niet volgen van het bepaalde minimum aantal uren voortgezette en permanente opleiding. Ieder personeelslid zal worden beschouwd als in orde te zijn met deze minima inzake permanente en voortgezette opleiding.

In het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en van de civiele bescherming zal het verplichte aantal uren voortgezette en permanente opleiding voor 2020 worden verminderd en bijgevolg moet bij evaluaties rekening gehouden worden met dit verminderd aantal uren.

B.v. een brandweerman die gedurende het hele jaar 2020 tewerkgesteld was, zal 96 uren voortgezette opleiding moeten volgen over 5 jaar in de plaats van 120 uren, en geen permanente opleiding.

B.v. een brandweerman die op 1 juli 2020 in dienst gekomen is, zal 108 uren moeten presteren in zijn periode van 5 jaar, aangezien hij in 2020 slechts 6 maanden tewerkgesteld was (= vermindering met 6/12 van 24u), en geen permanente opleiding.

B.v. een sapeur van de civiele bescherming die gedurende het hele jaar 2020 tewerkgesteld was, zal geen voortgezette opleiding moeten volgen in de plaats van de voorziene 24 uren per jaar. Hij moet evenmin permanente opleiding volgen in 2020.

Personeelsleden van de hulpverleningszones die in 2020 toch voortgezette opleidingen gevolgd hebben, kunnen deze uren laten meetellen voor het totaal aantal uren dat moet gevolgd worden over een periode van 5 jaar.

Personeelsleden van de civiele bescherming die in 2020 toch voortgezette opleidingen gevolgd hebben, kunnen het aantal gevolgde uren boven de 24u overdragen naar het volgende jaar. B.v. een personeelslid dat een voortgezette opleiding van 40u gevolgd heeft in 2020, kan 16u overdragen naar 2021. Hij dient dan nog minimaal 8u voortgezette opleiding te volgen in 2021, maar kan geenszins de uren overdragen naar 2022.

De gevulde permanente opleidingen kunnen voor beide personeelscategorieën niet worden overgedragen naar het volgende jaar.

In het geldelijk statuut van het operationeel beroepspersoneel van de hulpverleningszones en van de civiele bescherming wordt bepaald dat voor het jaar 2020 24u voortgezette opleiding beschouwd worden als zijnde gepresteerd. Het gaat om een fictie.

B.v. een brandweerman of een sapeur die gedurende het hele jaar 2020 tewerkgesteld was, zal 96 uren voortgezette opleiding moeten volgen over 5 jaar in de plaats van 120 uren.

B.v. een sergeant die gedurende het hele jaar 2020 tewerkgesteld was, zal 72 uren voortgezette opleiding moeten volgen over 4 jaar in de plaats van 96 uren.

Par exemple, un pompier ou un sapeur entré en service le 1^{er} juillet 2020 devra prêter 108 heures sur cinq ans puisqu'il a travaillé pendant seulement six mois en 2020 (soit une réduction de 6/12^{èmes} de 24 heures).

Les membres du personnel professionnel des zones de secours et de la Protection civile qui ont tout de même suivi des formations continues en 2020 peuvent faire valoir ces heures dans le calcul du nombre d'heures nécessaires pour leur promotion barémique. Les heures suivies peuvent être prises en compte, ainsi que les 24 heures fictives.

En ce qui concerne la durée de validité des certificats de porteur de tenue anti-gaz et de plongeur, il est proposé de prolonger d'un an la durée de validité des certificats dont la durée de validité de trois ou cinq ans expire et pour lesquels l'examen, la formation ou l'entraînement n'a pas pu avoir lieu en raison de la crise sanitaire liée au COVID-19. Par conséquent, toute personne titulaire d'un certificat de porteur de tenue anti-gaz ou de plongeur valable en 2020 verra la durée de validité de son brevet prolongée d'un an. La première date de fin d'expiration possible du brevet est fixée au 1^{er} septembre 2021.

Les entraînements pour les porteurs de tenue anti-gaz ou les exercices de plongée qui ont été organisés en 2020 sont pris en compte mais des entraînements ou des exercices de plongée ne doivent plus être effectués en supplément. Ce faisant, 18 heures d'entraînement de porteur de tenue anti-gaz suffisent pour une durée de quatre ans et 30 exercices de plongée pour six ans.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du
Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

CONSEIL D'ETAT
section de législation
Deuxième chambre

La demande d'avis introduite le 14 juin 2021 par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sur un projet d'arrêté royal 'portant diverses mesures relatives aux formations continues et permanentes du personnel opérationnel des zones de secours et de la protection civile', portant le numéro 69.601/2 du rôle de la section de législation du Conseil d'Etat, a été rayée du rôle le 14 juillet 2021, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973.

14 AOUT 2021. — Arrêté royal portant diverses mesures relatives aux formations continues et permanentes du personnel opérationnel des zones de secours et de la protection civile

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours ;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours ;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2018 relatif au statut administratif du personnel opérationnel de la Protection civile ;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2018 portant statut pécuniaire du personnel opérationnel de la Protection civile ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 2004 relatif au certificat et à la formation de porteur de tenue anti-gaz ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juin 2010 relatif au certificat et à la formation de plongeur pour les membres des services publics de secours ;

B.v. een brandweerman of een sapeur die op 1 juli 2020 in dienst gekomen is, zal 108 uren moeten presteren in zijn periode van 5 jaar, aangezien hij in 2020 slechts 6 maanden tewerkgesteld was (= vermindering met 6/12 van 24u).

De beroepspersoneelsleden van de hulpverleningszones en de civiele bescherming die in 2020 toch voortgezette opleidingen gevolgd hebben, kunnen deze uren laten meetellen voor de berekening van het aantal uren dat nodig is voor de bevordering in weddeschaal. Men kan de gevolgde uren in rekening brengen, evenals de fictieve 24u.

Voor wat betreft de geldigheidsduur van de getuigschriften gaspakdrager en duiker wordt voorgesteld de geldigheidsduur van de getuigschriften waarvan de geldigheidsduur van drie of vijf jaar verstrijkt en waarvoor wegens de gezondheidscrisis COVID-19 het examen, de opleiding of de training niet konden plaatsvinden, met één jaar te verlengen. Dat betekent dat al wie houder is van een in 2020 geldig getuigschrift van gaspakdrager of duiker de geldigheidsduur van zijn brevet verlengd wordt met 1 jaar. De eerst mogelijke vervaldatum van het brevet wordt vastgelegd op 1 september 2021.

De trainingen gaspakdrager of de duiken die plaatsvonden in 2020 worden meegerekend, maar er hoeven geen bijkomende trainingen of duiken meer gedaan te worden. Dat betekent dat 18 uren training gaspakdrager volstaan voor een periode van 4 jaar en 30 duiken voor een periode van 6 jaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving
Tweede kamer

De door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing op 14 juni 2021 ingediende aanvraag om advies over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende diverse maatregelen betreffende de voortgezette en permanente opleidingen van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en de civiele bescherming', ingeschreven op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 69.601/2, werd op 14 juli 2021 van de rol afgevoerd, overeenkomstig artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

14 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit houdende diverse maatregelen betreffende de voortgezette en permanente opleidingen van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en de civiele bescherming

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2014 houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2018 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de Civiele Bescherming;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2018 houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de civiele bescherming;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 november 2004 betreffende het getuigschrift en de opleiding van gaspakdrager;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juni 2010 betreffende het getuigschrift en de opleiding van duiker voor de leden van de openbare hulpdiensten;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 24 novembre 2020 ;

Vu l'association des régions;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 22 décembre 2020;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 19 mai 2021;

Vu le protocole n° 2020/09 du 10 décembre 2020 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 2020/06 du 9 décembre 2020 du Comité de secteur V – Intérieur ;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, s'agissant de dispositions d'autorégulation ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 14 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 150 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours, les modifications suivantes sont apportées :

1.^o dans le paragraphe 1^{er}, remplacé par les arrêtés royaux du 18 novembre 2015 et du 13 avril 2019, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », il n'y a pas d'obligation de suivre la formation continue en 2020. Le nombre minimal d'heures de formation continue à suivre sur cinq ans est diminué au prorata de l'occupation du membre du personnel durant l'année 2020. »

2.^o le paragraphe 2, remplacé par l'arrêté royal du 18 novembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », il n'y a pas d'obligation de suivre la formation permanente en 2020. »

Art. 2. Dans l'article 52/1 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours, inséré par l'arrêté royal du 9 mai 2015, un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré, :

« En raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », vingt-quatre heures sont accordées fictivement au membre du personnel pour l'année 2020, au prorata de son occupation durant l'année 2020, pour le calcul du nombre d'heures de formation continue visé au 3^o des articles 12 à 19. »

Art. 3. Dans l'article 70 de l'arrêté royal du 29 juin 2018 relatif au statut administratif du personnel opérationnel de la Protection civile, les modifications suivantes sont apportées :

1.^o le paragraphe 1^{er}, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », il n'y a pas d'obligation de suivre la formation continue en 2020. »

2.^o le paragraphe 3, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », il n'y a pas d'obligation de suivre la formation permanente en 2020. »

Gelet op het advies van Inspectie van Financiën van 24 november 2020;

Gelet op de betrokkenheid van de gewesten;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 22 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 mei 2021;

Gelet op het protocol nr. 2020/09 van 10 december 2020 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 2020/06 van 9 december 2020 van het Sectorcomité V - Binnenlandse Zaken;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse omdat het bepalingen van autoregulering betreft;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 14 juni 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 150 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1.^o in paragraaf 1, vervangen bij koninklijke besluiten van 18 november 2015 en 13 april 2019, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende:

“In afwijking van het eerste lid bestaat er, ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie, geen verplichting om voortgezette opleiding te volgen in 2020. Het minimaal aantal uren voortgezette uren dat moet gevolgd worden per vijf jaar wordt verminderd in verhouding tot de tewerkstelling van het personeelslid in het jaar 2020.”

2.^o paragraaf 2, vervangen bij koninklijk besluit van 18 november 2015, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In afwijking van het eerste lid bestaat er, ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie, geen verplichting om permanente opleiding te volgen in 2020.”

Art. 2. Artikel 52/1 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, ingevoegd bij koninklijk besluit van 9 mei 2015, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie worden voor het jaar 2020 vierentwintig uren fictief toegekend aan het personeelslid, in verhouding tot zijn tewerkstelling in het jaar 2020, voor de berekening van het aantal uren voortgezette opleiding bedoeld in 3^o van de artikelen 12 tot 19.”

Art. 3. In artikel 70 van het koninklijk besluit van 29 juni 2018 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de Civiele Bescherming worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1.^o paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In afwijking van het eerste lid bestaat er, ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie, geen verplichting om voortgezette opleiding te volgen in 2020.”

2.^o paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In afwijking van het eerste lid bestaat er, ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie, geen verplichting om permanente opleiding te volgen in 2020.”

Art. 4. Dans l'arrêté royal du 29 juin 2018 portant statut pécuniaire du personnel opérationnel de la Protection civile, il est inséré un article 53/1, rédigé comme suit :

« Art. 53/1. En raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », vingt-quatre heures sont accordées fictivement au membre du personnel pour l'année 2020, au prorata de son occupation durant l'année 2020, pour le calcul du nombre d'heures de formation continue visé au 3° des articles 11 à 19. »

Art. 5. L'article 11/2 de l'arrêté ministériel du 22 novembre 2004 relatif au certificat et à la formation de porteur de tenue anti-gaz, inséré par l'arrêté ministériel du 17 juillet 2013, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », la durée de validité des certificats, dont la durée de validité de trois ans expire et pour lesquels l'examen, la formation continue ou les entraînements n'ont pas pu être réalisés en raison de la crise sanitaire du COVID-19, est prolongée d'un an. Les certificats dont la prolongation en vertu de la phrase précédente viennent à expiration avant le 1^{er} septembre 2021 sont prolongés jusqu'à cette date.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, des entraînements supplémentaires ne sont pas exigés et le nombre minimal d'entraînements par an peut être considéré comme un nombre moyen d'entraînements par an. »

Art. 6. L'article 11 de l'arrêté ministériel du 7 juin 2010 relatif au certificat et à la formation de plongeur pour les membres des services publics de secours est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, en raison de l'épidémie de « Coronavirus - COVID - 19 », la durée de validité des certificats, dont la durée de validité de cinq ans expire et pour lesquels le test ou les exercices n'ont pas pu être réalisés en raison de la crise sanitaire du COVID-19, est prolongée d'un an. Les certificats dont la prolongation en vertu de la phrase précédente viennent à expiration avant le 1^{er} septembre 2021 sont prolongés jusqu'à cette date.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, des plongées supplémentaires ne sont pas exigées et le nombre minimal de plongées par an peut être considéré comme un nombre moyen de plongées par an. »

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 8. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

L'île d'Yeu, le 14 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

Art. 4. In het koninklijk besluit van 29 juni 2018 houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de civiele bescherming wordt een artikel 53/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 53/1. Ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie, worden voor het jaar 2020 vierentwintig uren fictief toegekend aan het personeelslid, in verhouding tot zijn tewerkstelling in het jaar 2020, voor de berekening van het aantal uren voortgezette opleiding bedoeld in 3° van de artikelen 11 tot 19.”

Art. 5. Artikel 11/2 van het ministerieel besluit van 22 november 2004 betreffende het getuigschrift en de opleiding van gaspakkdrager, ingevoegd bij ministerieel besluit van 17 juli 2013, wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“In afwijking van het eerste lid wordt, ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie, de geldigheidsduur van de getuigschriften waarvan de geldigheidsduur van drie jaar verstrijkt en waarvoor wegens de gezondheids crisis COVID-19 het examen, de voortgezette opleiding of de training niet konden plaatsvinden, met één jaar verlengd. De getuigschriften waarvan de verlenging krachtens de vorige zin vóór 1 september 2021 vervalt, worden verlengd tot die datum.

In afwijking van het eerste lid, 2°, worden geen extra trainingen vereist en mag het minimaal aantal trainingen per jaar beschouwd worden als een gemiddeld aantal trainingen per jaar.”

Art. 6. Artikel 11 van het ministerieel besluit van 7 juni 2010 betreffende het getuigschrift en de opleiding van duiker voor de leden van de openbare hulpdiensten wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“In afwijking van het eerste en tweede lid wordt, ten gevolge van de “Coronavirus COVID-19”-epidemie, de geldigheidsduur van de getuigschriften waarvan de geldigheidsduur van vijf jaar verstrijkt en waarvoor wegens de gezondheids crisis COVID-19 de test en de oefeningen niet konden plaatsvinden, met één jaar verlengd. De getuigschriften waarvan de verlenging krachtens de vorige zin vóór 1 september 2021 vervalt, worden verlengd tot die datum.

In afwijking van het tweede lid, 2°, worden geen extra duiken vereist en mag het minimaal aantal duiken per jaar beschouwd worden als een gemiddeld aantal duiken per jaar.”

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

Art. 8. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

L'île d'Yeu, 14 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2021/42516]

29 AOUT 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 14 mai 2020, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, relative à l'introduction d'une classification de fonctions dans l'industrie transformatrice des pommes de terre et les entreprises d'épluchage de pommes de terre (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 14 mai 2020, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, relative à l'introduction d'une classification de fonctions dans l'industrie transformatrice des pommes de terre et les entreprises d'épluchage de pommes de terre.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2021/42516]

29 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 mei 2020, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, betreffende de invoering van een functieclassificatie in de aardappelverwerkende nijverheid en de aardappelschilbedrijven (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 14 mei 2020, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, betreffende de invoering van een functieclassificatie in de aardappelverwerkende nijverheid en de aardappelschilbedrijven.